

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Voorstel van decreet, nr. 398-1. – Commissieamendementen, nr. 398-2. – Advies van de Raad van State, nr. 398-3 - Commissieamendementen, nr. 398-4. - Commissieverslag nr. 398-5. - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 398-6 –Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 398-7.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 27 maart 2019.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/41555]

3 MAI 2019. — Décret modifiant diverses dispositions en matière de statut et de cadre des membres du personnel technique des Centres psycho-médico-sociaux

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE I^{er}. — Modifications de certaines dispositions en matière de statut et de cadre des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux*

Article 1^{er}. A l'article 2, § 1er, 1., de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, est inséré un e), rédigé comme suit :

« e) auxiliaire logopédique. ».

Art. 2. A l'article 16 du même arrêté royal est inséré un 5., rédigé comme suit :

« 5. Auxiliaire logopédique : le diplôme de Bachelier logopède. ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés*

Art. 3. A l'article 6, 1^o, du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, est inséré un e) rédigé comme suit :

« e) auxiliaire logopédique. ».

Art. 4. L'article 20 du même décret est modifié comme suit :

« Article 20. – Ils ne peuvent user de manière directe ou indirecte de leur mission à des fins de pratique professionnelle privée. ».

Art. 5. A l'article 28 du même décret est inséré un 5^o, rédigé comme suit :

« 5^o Auxiliaire logopédique : le diplôme de Bachelier logopède. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés*

Art. 6. A l'article 2, 1^o, du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, est inséré un e), rédigé comme suit :

« e) auxiliaire logopédique. ».

Art. 7. L'article 13 du même décret est modifié comme suit :

« Article 13. — Ils ne peuvent user de manière directe ou indirecte de leur mission à des fins de pratique professionnelle privée. ».

Art. 8. A l'article 21 du même décret est inséré un 5^o, rédigé comme suit :

« 5^o Auxiliaire logopédique : le diplôme de Bachelier logopède. ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant le décret du 19 février 2009 organisant le renforcement différencié du cadre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux*

Art. 9. A l'article 4 du décret du 19 février 2009 organisant le renforcement différencié du cadre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux, l'alinéa 1^{er} est complété par un 3^o, rédigé comme suit :

« 3^o le nombre d'élèves en guidance fréquentant l'enseignement maternel. ».

Art. 10. Dans le chapitre 2 du même décret, il est ajouté une section 2bis, rédigée comme suit :

« Section 2bis. - Du cadre complémentaire justifié par les élèves fréquentant l'enseignement maternel ».

Art. 11. Dans la section 2bis du même décret, il est ajouté un article 7bis libellé comme suit :

« Article 7bis. – Les élèves dont le centre assure la guidance et qui sont inscrits dans l'enseignement maternel génèrent un cadre complémentaire d'auxiliaires logopédiques au cadre de base.

Le cadre complémentaire d'auxiliaires logopédiques est exclusivement réservé aux élèves de l'enseignement maternel. Dans le cadre des missions des centres psycho-médico-sociaux telles que prévues par le décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des centres psycho-médico-sociaux, l'auxiliaire logopédique dont la charge est générée par le cadre complémentaire soutient la détection, non généralisée, des difficultés des élèves en collaborant avec les équipes éducatives. La rééducation, la thérapie logopédique ainsi que les activités pédagogiques ne relèvent pas de ses missions et charges. ».

Art. 12. Dans la section 2bis du même décret, il est ajouté un article 7ter libellé comme suit :

« Article 7ter. – Pour le centre assurant la guidance de plus de 479 élèves de l'enseignement maternel, le cadre complémentaire visé à l'article 7bis est déterminé sur la base du nombre d'élèves inscrits au 15 janvier de l'année scolaire précédente et conformément au tableau des normes suivant :

Nombre d'élèves				Emplois complémentaires
de	480	à	959	0,5
de	960	à	1439	1
de	1440	à	1919	1,5
de	1920	à	2399	2
de	2400	à	2879	2,5
de	2880	à	3359	3
de	3360	à	3839	3,5
de	3840	à	4319	4
de	4320	à	4799	4,5

Le cadre complémentaire visé au premier alinéa est fixé annuellement pour une durée prenant cours le 1^{er} septembre de l'année scolaire et se terminant le 31 août qui suit.

Chaque élève, relevant de l'enseignement ordinaire ou de l'enseignement spécialisé, compte au coefficient 1. ».

Art. 13. Dans la section 2bis du même décret, il est ajouté un article 7quater libellé comme suit :

« Article 7quater. – Sur la base du nombre d'élèves inscrits au 15 janvier de l'année scolaire précédente, le centre assurant la guidance de moins de 480 élèves de l'enseignement maternel peut établir une convention de partenariat avec un ou plusieurs autres centres de moins de 480 élèves assurant également la guidance de l'enseignement maternel, afin d'atteindre, en globalisant les populations scolaires, la norme minimale de 480 élèves.

Le membre du personnel technique dont la charge est générée par le cadre complémentaire octroyé, conformément à l'article 7ter, est affecté au centre ayant en charge le nombre d'élèves le plus important.

Il est soumis aux dispositions statutaires applicables aux membres du personnel technique du centre au sein duquel il est affecté.

La convention détermine la répartition de la charge exercée par le membre du personnel technique entre les centres concernés. Celle-ci est déterminée proportionnellement au nombre d'élèves dans chacun des centres.

Le Gouvernement fixe le modèle de la convention de partenariat.

Le cadre complémentaire visé au premier alinéa est fixé pour une durée d'un an prenant cours le 1^{er} septembre de l'année scolaire et se terminant le 31 août qui suit. ».

TITRE III. — Disposition finale

Art. 14. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juin 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 mai 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

—
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 823-1 – Rapport de commission, n° 823-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 823-3

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 2 mai 2019.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/41555]

3 MEI 2019. — Decreet houdende diverse maatregelen inzake het statuut en het kader van de leden van het technisch personeel van de PMS-centra

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I. — Wijzigingen aan een aantal bepalingen betreffende het statuut en het kader van het technisch personeel van de PMS-centra

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van het technisch personeel van de PMS-centra van de Franse Gemeenschap en van het personeel van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze PMS-centra.*

Artikel 1. In artikel 2, § 1, 1., van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van het technisch personeel van de PMS-centra van de Franse Gemeenschap en van het personeel van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze PMS-centra, wordt een e) ingevoegd als volgt:

"e) logopedisch helper. ».

Art. 2. In artikel 16 van hetzelfde koninklijk besluit wordt een punt 5. ingevoegd, dat als volgt luidt:

« 5. Logopedisch helper: het diploma van Bachelor-Logopedist. ».

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije PMS-centra*

Art. 3. In artikel 6, 1°, van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije PMS-centra wordt een e) ingevoegd als volgt:

"e) logopedisch helper. ».

Art. 4. Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt als volgt gewijzigd:

"Artikel 20 - Ze mogen hun opdracht niet rechtstreeks of onrechtstreeks gebruiken om particuliere beroepsdoel-einden. ».

Art. 5. In artikel 28 van hetzelfde decreet wordt een punt 5° ingevoegd, dat als volgt luidt:

"5° Logopedisch helper: het diploma van Bachelor-Logopedist. ».

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële PMS-centra*

Art. 6. In artikel 2, 1°, van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële PMS-centra, wordt een e) ingevoegd, luidend als volgt:

"e) logopedisch helper. ».

Art. 7. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt als volgt gewijzigd:

"Artikel 13. - Ze mogen hun opdracht niet rechtstreeks of onrechtstreeks gebruiken om particuliere beroepsuitoefening. ».

Art. 8. In artikel 21 van hetzelfde decreet wordt een punt 5° ingevoegd, dat als volgt luidt:

"5° Logopedisch helper: het diploma van Bachelor-Logopedist. ».

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 19 februari 2009 tot organisatie van de gedifferentieerde versterking van de technische personeelsformatie van de psycho-medisch-sociale centra*

Art. 9. In artikel 4 van het decreet van 19 februari 2009 tot organisatie van de gedifferentieerde versterking van de technische personeelsformatie van de psycho-medisch-sociale centra, wordt lid 1 aangevuld met een 3°, als volgt geformuleerd:

"3° het aantal begeleide leerlingen die het kleuteronderwijs volgen. ».

Art. 10. In hoofdstuk 2 van hetzelfde decreet wordt een afdeling 2bis toegevoegd, die als volgt luidt:

"Afdeling 2bis. - Het aanvullende kader gerechtvaardigd door de leerlingen van het kleuteronderwijs".

Art. 11. In afdeling 2bis van hetzelfde decreet wordt een artikel 7bis toegevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 7bis. - Leerlingen die het centrum begeleidt en die in het kleuteronderwijs zijn ingeschreven, creëren een aanvullend kader van logopedische helpers naast het basiskader.

Het aanvullende kader van de logopedische helpers is uitsluitend bestemd voor leerlingen van het kleuteronderwijs. In het kader van de opdrachten van de PMS-centra, zoals bepaald in het decreet van 14 juli 2006 betreffende de opdrachten, programma's en het activiteitenverslag van de psycho-medisch-sociale centra, ondersteunt de logopedisch helper wiens werklast wordt gegenereerd door het aanvullende kader, het opsporen van de moeilijkheden van de leerlingen door samen te werken met de opvoedingsteams. Heropvoeding, spraak- en taaltherapie en educatieve activiteiten behoren niet tot zijn opdrachten en lasten. ».

Art. 12. In artikel *2bis* van hetzelfde decreet wordt een artikel *7ter* toegevoegd, luidend als volgt:

"Artikel *7ter*. - Voor het begeleidingscentrum voor meer dan 479 leerlingen in het kleuteronderwijs wordt het in artikel *7bis* bedoelde aanvullende kader vastgesteld op basis van het aantal ingeschreven leerlingen op 15 januari van het voorafgaande schooljaar en overeenkomstig de volgende tabel met normen:

Aantal leerlingen				Aanvullende betrekkingen
van	480	tot	959	0,5
van	960	tot	1439	1
van	1440	tot	1919	1,5
van	1920	tot	2399	2
van	2400	tot	2879	2,5
van	2880	tot	3359	3
van	3360	tot	3839	3,5
van	3840	tot	4319	4
van	4320	tot	4799	4,5

Het in het eerste lid bedoelde aanvullende kader wordt jaarlijks vastgesteld voor een periode die begint op 1 september van het schooljaar en eindigt op 31 augustus van het daaropvolgende schooljaar.

Elke leerling, of hij gewoon of gespecialiseerd onderwijs volgt, heeft een coëfficiënt van 1."

Art. 13. In artikel *2bis* van hetzelfde decreet wordt een artikel *7quater* toegevoegd:

"Artikel *7quater*. - Op basis van het aantal leerlingen dat op 15 januari van het vorige schooljaar is ingeschreven, kan het centrum dat minder dan 480 leerlingen uit het kleuteronderwijs begeleidt, een partnerschapsovereenkomst sluiten met een of meer andere centra voor begeleiding van kleuterschoolleerlingen, teneinde door samenvoeging van schoolbevolkingen de minimumnorm van 480 leerlingen te bereiken.

Het technisch personeelslid van wie de werklust wordt veroorzaakt door het aanvullende kader dat overeenkomstig artikel 7 ter wordt toegekend, wordt ingedeeld bij het centrum met het grootste aantal leerlingen.

Hij is onderworpen aan de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op het technisch personeel van het centrum waarbij hij is aangesteld.

In de overeenkomst wordt de verdeling van de lasten van het technisch personeel over de betrokken centra vastgesteld. Deze wordt bepaald in verhouding tot het aantal studenten in elk van de centra.

De Regering bepaalt het model voor de partnerschapsovereenkomst.

Het in het eerste lid bedoelde aanvullende kader wordt vastgesteld voor een periode van één jaar die ingaat op 1 september van het schooljaar en eindigt op 31 augustus van het daaropvolgende schooljaar. ».

TITEL III. — Slotbepaling

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 mei 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidenten en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 823-1. – Commissieverslag nr. 823-2. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 823-3

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 2 mei 2019.